



HAL
open science

Operation Safe Corridor : l'expérience nigériane de déradicalisation

Vincent Foucher

► **To cite this version:**

Vincent Foucher. Operation Safe Corridor : l'expérience nigériane de déradicalisation. Stephane Lacroix; Juliette Galonnier; Nadia Marzouki. Politiques de lutte contre la radicalisation, Presses de Sciences Po, 2022, L'Enjeu mondial, 978-2-7246-3940-7. halshs-03922275

HAL Id: halshs-03922275

<https://shs.hal.science/halshs-03922275>

Submitted on 4 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre 6

Operation Safe Corridor : l'expérience nigériane de déradicalisation

Vincent Foucher

La lutte contre Boko Haram au Nigeria offre l'exemple emblématique d'une politique de déradicalisation « alibi », qui procure aux acteurs étatiques un moyen de gérer un ensemble de problèmes, tout en recevant le soutien de partenaires internationaux.

Les djihadistes d'Afrique subsaharienne copient volontiers le style du salafisme moyen-oriental, imposent le port de la barbe en bataille et du pantalon court et citent dans leurs vidéos des plans entiers des visuels d'Al-Qaida ou de l'État islamique. Plus fondamentalement, ils prêtent tous plus ou moins allégeance à l'une ou à l'autre des maisons-mères du djihad global et bénéficient parfois de leurs conseils¹. Les acteurs publics africains ne sont pas moins importateurs de modèles quand il s'agit d'élaborer leurs politiques publiques. D'un côté comme de l'autre, on observe ce que Jean-François Bayart appelle des « stratégies d'extraversion », c'est-à-dire la mobilisation et l'usage dans les jeux locaux des « ressources que procur[e] l[e] rapport – éventuellement inégal – à l'environnement extérieur² ». Comme le souligne ce dernier, il ne suffit point de constater une forme de dépendance : les acteurs africains sont souvent les acteurs de leur propre mise en dépendance.

Quelle utilisation les acteurs africains font-ils des modèles qu'ils importent ? L'expérience nigériane de déradicalisation nous permet d'en saisir un aspect. Si, ces dernières années, les autorités nigérianes ont exploré toute la gamme des outils de lutte contre l'« extrémisme violent » en réponse au mouvement djihadiste Boko Haram, nous examinerons surtout le processus de déradicalisation dit *Operation Safe Corridor*, créé en 2016. Alors que les sceptiques se faisaient nombreux, annonçant que l'État nigérian ne saurait jamais opérer

¹ Vincent Foucher, « The Islamic State Franchises in Africa: Lessons from Lake Chad », International Crisis Group, 29 octobre 2020.

² Jean-François Bayart, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale*, 5, 1999, p. 97-120, p. 98.

que selon une logique éradicatrice (« le seul bon djihadiste est un djihadiste mort³ »), ce processus, unique en Afrique subsaharienne, a déjà permis la réintégration de centaines de personnes supposées appartenir à la mouvance Boko Haram. Il n'en a pas moins suscité des controverses au Nigeria et des discussions – plus policées – parmi les partenaires internationaux du pays. Nous retracerons ici l'évolution au Nigeria du discours global autour de la déradicalisation.

L'échec de la lutte contre-insurrectionnelle, l'impossibilité politique d'une amnistie et la surcharge des prisons militaires permettent au discours et aux pratiques de la déradicalisation de s'imposer au Nigeria. Face à ces différents problèmes, la déradicalisation constitue une sorte de rituel plausible, doté d'une certaine efficacité : sans être exactement satisfaisante ni dans sa théorie ni dans sa mise en œuvre, elle offre une procédure acceptable par toute une série d'acteurs – l'État, l'armée, les défecteurs, les détenus, les partenaires internationaux – dans la poursuite d'un ensemble de buts qui sont *de facto* convergents.

Les matériaux utilisés ici ont été rassemblés lors d'enquêtes menées pour le compte de l'ONG International Crisis Group, ayant abouti à la publication de deux rapports : l'un consacré aux femmes associées à Boko Haram ayant quitté des territoires contrôlés par l'organisation djihadiste et l'autre dédié à *Operation Safe Corridor* (OSC), le programme nigérian de déradicalisation ciblant les combattants de Boko Haram⁴. En mars, octobre et décembre 2018, à Maiduguri, la capitale du Borno, un État situé au nord-est de la fédération nigériane et où Boko Haram opère, j'ai interviewé avec une collègue, Azadeh Moaveni, vingt femmes associées au mouvement et revenues, volontairement ou non, en zone gouvernementale, dont plusieurs ont été prises en charge par un projet pilote de déradicalisation, la *Safe House*. En novembre-décembre 2019 et en février-mars 2020, encore à Maiduguri, j'ai interviewé vingt-trois hommes sortis d'OSC. Les entretiens, facilités par un contact qui faisait aussi office de traducteur, se sont déroulés en tête à tête, en dehors de tout cadre institutionnel. Portant principalement sur les récits de vie de ces personnes, ils ont souvent duré plusieurs heures, et j'ai réinterviewé certaines personnes parfois plusieurs fois pour approfondir. J'ai été surpris de la liberté avec laquelle celles et ceux qui avaient été associés ou, pour certaines femmes, se disaient encore associées à Boko Haram l'admettaient. J'ai gardé des contacts avec plusieurs de ces personnes, me tenant ainsi informé de leur

³ Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « “The Only Good Jihadist Is a Dead Jihadist” : Boko Haram and De-Radicalization around Lake Chad », *Small Wars & Insurgencies*, 29 (5-6), 2018, p. 863-885.

⁴ International Crisis Group, « Returning from the Land of Jihad : The Fate of Women Associated with Boko Haram », *Africa Report* n° 275, 21 mai 2019 ; International Crisis Group, « An Exit from Boko Haram ? Assessing Nigeria's Operation Safe Corridor », *Africa Briefing* n° 170, 19 mars 2021.

devenir. J'ai par ailleurs interviewé des acteurs nigériens et internationaux impliqués dans la l'élaboration, la mise en œuvre et le soutien aux politiques de déradicalisation.

De la répression à la lutte contre l'extrémisme violent

Les premiers chocs entre l'État nigérian et un salafisme influencé par l'idéologie djihadiste se produisent pendant les années 2000⁵. En 2009, Mohamed Yusuf, un prêcheur salafiste qui anime depuis le nord-est du pays un mouvement de masse, soulève ses partisans. L'appellation « Boko Haram » (en hausa, « l'éducation occidentale est interdite ») – sobriquet utilisé par les critiques de Mohamed Yusuf, notamment au sein de la communauté salafiste, pour moquer son opposition à l'école occidentale – s'impose peu à peu pour désigner ce mouvement. La répression est brutale et Yusuf est exécuté par la police juste après son arrestation. Dès 2010, ses partisans repartent à l'attaque sous le nom de Jama'atu Ahl as-Sunna li-Da'awati wal-Jihad (JASDJ ; en arabe, Groupe des gens pour la propagation de la sunna et le djihad). Bénéficiant d'une petite assistance d'Al-Qaida (armes, argent, formation), ils lancent une campagne d'assassinats ciblés. À partir de 2011, JASDJ frappe plusieurs cibles spectaculaires, notamment dans la capitale fédérale, Abuja, loin du nord-est. Ces attaques mettent en évidence l'échec de l'option répressive, qui est par ailleurs à l'origine de nombreux dommages collatéraux.

C'est dans ce contexte qu'une approche non militaire de la lutte contre l'« extrémisme violent » s'amorce au Nigeria en 2012. Celle-ci émane de l'*Office of the National Security Advisor* (ONSA), le principal conseiller du président nigérian en matière de sécurité, poste tenu alors successivement par deux anciens militaires, Owoye Azazi et Sambo Dasuki. L'ONSA a une position à la fois peu institutionnalisée (il dirige une administration très réduite) et centrale (il est très proche du président). Il se prête donc bien à l'innovation et à l'importation de modèles dans ce qui ressemble de plus en plus à une « conjoncture critique », un moment lors duquel les routines de la régulation politique sont particulièrement inefficaces⁶.

⁵ La réalité et l'importance des liens entre Al-Qaida et le djihad nigérian jusqu'à 2009 sont controversés, mais il semble établi que Ben Laden était au moins une référence pour un petit groupe de salafistes nigériens, souvent issus de la bourgeoisie urbaine et passés par l'enseignement supérieur. On comparera Alex Thurston, *Boko Haram. The History of an African Jihadist Movement*, Princeton, Princeton University Press, 2018 ; Jacob Zenn, *Unmasking Boko Haram. Exploring Global Jihad in Nigeria*, Boulder, Lynne Rienner, 2020 ; Andrea Brigaglia et Alessio Iocchi, « Entangled Incidents : Nigeria in the Global War on Terror (1994-2009) », *African Conflict and Peacebuilding Review*, 10 (2), 2020, p. 10-42.

⁶ Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 1992.

Le dialogue avec les djihadistes et la « prévention de l'extrémisme violent » sont des pistes que les autorités examinent. La résolution du conflit qui opposait l'État à des militants autonomistes dans le Delta du Niger, au sud du pays, incluant une amnistie et un programme de réintégration bien doté, les conforte dans cette idée⁷. De grands personnages du nord du pays, jusqu'au plus prestigieux d'entre eux, le sultan de Sokoto, appellent ainsi à une amnistie en faveur des djihadistes. Cet intérêt pour les options *soft* est renforcé quand Dasuki, lui-même musulman nordiste, prend la tête de l'ONSA. Mais c'est son prédécesseur, Azazi, qui recrute la psychologue Fatima Akilu pour développer une stratégie de lutte contre l'extrémisme violent. Fille d'un grand homme d'État du nord, Fatima Akilu a obtenu un PhD en psychologie en Grande-Bretagne où elle a exercé comme psychologue, spécialisée sur les questions de l'enfance et de la délinquance juvénile. Revenue au Nigeria, elle travaille pour la haute administration⁸. Dans sa nouvelle mission, elle étudie d'abord les programmes existants, notamment en Arabie Saoudite, à Singapour et en Australie. La stratégie qu'elle élabore couvre toutes les facettes de la lutte contre l'« extrémisme violent » : « atteindre des personnes déjà radicalisées, en empêcher d'autres de devenir radicalisées, contrer les récits extrémistes, et fournir un soutien psychosocial aux victimes traumatisées du terrorisme⁹ ». La *National Counter Terrorism Strategy* (NACTEST), adoptée en avril 2014, incorpore ces options.

Première tentative de déradicalisation en prison (2014)

Si la stratégie est ample, le programme s'incarne d'abord dans un projet précis : la déradicalisation d'un petit nombre de détenus djihadistes condamnés. Ces détenus ont l'avantage d'être accessibles, contrairement à ceux incarcérés dans les prisons *ad hoc* que les militaires ont créées dans le nord-est du pays, largement en dehors du cadre légal. C'est donc en partenariat avec l'administration pénitentiaire nigériane, le *Nigerian Prisons Service* (NPS), que le programme se déploie.

⁷ Michael Nwankpa, « The Politics of Amnesty in Nigeria : A Comparative Analysis of the Boko Haram and Niger Delta Insurgencies », *Journal of Terrorism Research*, 5 (1), 2014, p. 67-77 ; Daniel E. Agbibo, « Transformational Strategy or Gilded Pacification ? Four Years On : The Niger Delta Armed Conflict and the DDR Process of the Nigerian Amnesty Programme », *Journal of African and Asian Studies*, 50 (4), 2015, p. 387-411.

⁸ Atta Barkindo et Shane Bryans, « De-Radicalising Prisoners in Nigeria : Developing a Basic Prison Based De-Radicalisation Programme », *Journal for Deradicalization*, 7, 2016, p. 1-25.

⁹ Fatima Akilu, « Nigeria's Response to Terrorism », dans The Carter Center, *Countering Daesh Propaganda : Action-Oriented Research for Practical Policy Outcomes*, février 2016, p. 93-96, p. 94, traduction de l'auteur.

Le NPS est mal équipé pour la mission : même avec les détenus non djihadistes, il a une « expérience limitée dans la création et la gestion de programmes de réhabilitation consistants¹⁰ ». L'Union européenne (UE), déjà engagée dans un programme d'assistance au NPS, se saisit du dossier. La déradicalisation devient ainsi un volet d'un programme d'assistance de l'UE, intitulé « European Union Technical Assistance to Nigeria's Evolving Security Challenges » (EUTANS)¹¹. Une équipe d'experts nationaux et internationaux s'occupe de :

[...] soutenir le ONSA et le NPS dans la conception d'un modèle basique de déradicalisation en prison ; fournir de la formation au personnel du NPS ; développer des outils d'évaluation des risques et de gestion des dossiers ; et écrire un guide détaillé et un manuel de formation pour le programme de déradicalisation¹².

Le programme se met ensuite en place, ciblant une vingtaine de détenus dans la prison de Kuje, non loin de la capitale fédérale, Abuja. Le projet est étendu en 2017 – le financement européen atteint alors 4,4 millions d'euros et cible trois autres centres de détention et 200 détenus. Le contenu du programme est décrit ainsi par l'un des experts impliqués :

On avait des actions qui contribuaient à la détente. Sport, expression artistique. Des ateliers de peinture. Et aussi un travail sur des composantes de l'idéologie et de la religion. Une équipe d'imams entrait et discutait avec les gens pour déconstruire un peu les narratifs de l'extrémisme, montrer que l'islam avait une autre version possible. Et il y avait des composantes de formation professionnelle. C'était un programme complexe. C'était important, les activités de loisirs, les gens vivaient dans des conditions difficiles. [...] Et puis aussi ces moments plus intensifs avec les imams et les psychologues¹³.

La déradicalisation en prison testée en Europe du Nord à partir du début des années 2010 est directement importée ici, mais l'idée passe difficilement auprès des partenaires nigériens, comme le souligne l'expert associé au projet :

Le premier défi du programme, c'était un défi de caractère culturel. On travaille avec un interlocuteur un peu difficile. Pour eux, ça n'existe pas la culture de la prévention, de la déradicalisation. L'idée que quelqu'un qui a combattu l'État, qui s'est rendu coupable de crimes affreux, puisse être, d'une certaine manière, récupéré à travers un parcours de déconstruction de son idéologie et de son dogmatisme... L'équipe a dû combattre et ça a été un des acquis les plus importants, qu'au sein du NPS, on considère ce type d'initiatives.

¹⁰ Atta Barkindo et Shane Bryans, « De-Radicalising Prisoners in Nigeria... », art. cité, p. 5.

¹¹ C'est ainsi que le projet est résumé dans une annonce de poste diffusée par Civipol, une société de service du ministère français de l'Intérieur qui met en œuvre le projet : <https://en.wizbii.com/company/civi-pol-conseil/job/assistant-e-a-l-administrateur-de-projet>

¹² A. Barkindo et S. Bryans, « De-Radicalising Prisoners in Nigeria... », art. cité, p. 6

¹³ Entretien téléphonique, expert international, 7 octobre 2021.

L'impact de ce programme, achevé en 2019, est difficile à évaluer. Il est resté confidentiel : il a traité très peu de détenus, il y a eu peu ou pas de libérations et il n'a pas suscité de controverse dans l'espace public nigérian. Le fait que l'expert interrogé en conclue aujourd'hui qu'il s'agissait surtout de développer la « capacité » du NPS est sans doute révélateur.

C'est également au sein de l'unité dirigée par Fatima Akilu auprès de l'ONSA et chargée de la lutte contre l'extrémisme violent que se met en place un projet pilote, le *National Security Corridor* visant à favoriser la sortie de membres de Boko Haram souhaitant se rendre. Le programme, initié début 2015, est rapidement suspendu après la victoire de Muhammadu Buhari à l'élection présidentielle la même année : Sambo Dasuki, qui a dirigé l'ONSA sous la présidence sortante de Goodluck Jonathan, est démis de ses fonctions puis emprisonné, soupçonné d'avoir détourné de l'argent public. Au-delà des malversations, l'approche *soft* proposée par l'ONSA n'a pas encore convaincu l'armée, qui opère toujours selon une logique éradicatrice. Selon Fatima Akilu, le programme aurait tout de même traité 47 membres de Boko Haram, selon des modalités similaires à celles des détenus de Kuje¹⁴.

Un tournant : les retours massifs de 2015 et l'expérience de la *Safe House*

2015 marque un tournant en matière de déradicalisation, avec la contre-offensive de l'État nigérian¹⁵. Boko Haram n'a cessé de croître entre 2010 et 2014, s'emparant de plusieurs villes et de vastes zones rurales à travers le Borno. Le conflit est même devenu un sujet global en avril 2014 après l'enlèvement par les djihadistes de plus de 200 collégiennes à Chibok. À l'approche des élections prévues en février 2015, le président sortant, Goodluck Jonathan, s'implique fortement. Une société de sécurité privée sud-africaine vient appuyer les troupes nigérianes, puis des soldats des pays voisins, qui commencent à sentir les effets du conflit. Les forces armées reconquière la quasi-totalité des villes du Borno. Elles rencontrent ainsi une foule à l'identité mal définie : combattants djihadistes ou civils sympathisants qui se rendent, membres de leurs familles, individus enlevés par les djihadistes et incorporés à leurs rangs ou réduits à un semi-servage, civils installés avant l'arrivée des djihadistes et contraints de rester sous leur coupe.

¹⁴ Fatima Akilu, « Nigeria's Response to Terrorism », art. cité, p. 95. Les détails du programme sont mal connus – que sont par exemple devenus les 47 sortants du programme ?

¹⁵ Sur cette contre-offensive, voir International Crisis Group, « Boko Haram on the Back Foot ? », *Africa Briefing* n° 120, 4 mai 2016.

Il s'agit là des premières personnes sortant de l'univers du djihad, alors que JASDJ perpète encore des massacres et mène des attentats-suicides contre des marchés ou des mosquées. Les hommes sont systématiquement détenus, sans prise en compte de la variété de leurs liens au mouvement djihadiste. Amnesty International a bien documenté la pratique d'exécutions extrajudiciaires de suspects masculins¹⁶. C'est avec les femmes que s'ouvre un nouveau chapitre en matière de déradicalisation. Les femmes et les jeunes filles suscitent elles aussi de la méfiance, d'autant qu'elles sont impliquées dans des attentats-suicides, mais leur figure reste plus ambivalente que celle des hommes¹⁷ : d'une part, dans des sociétés patriarcales comme celles du nord du Nigeria, on leur prête peu d'autonomie, de responsabilité et de dangerosité ; d'autre part, comme tout le monde le sait depuis Chibok, JASDJ a kidnappé massivement des femmes et des filles, les réduisant en esclavage ou les poussant au mariage.

C'est grâce à cette incertitude que les autorités de l'État de Borno tentent une expérience en mai 2016, en lien avec la psychologue Fatima Akilu. Elles rassemblent sous bonne garde dans une villa de Maiduguri (une *Safe House*) une trentaine de femmes et d'adolescentes et leurs enfants, membres de la famille de djihadistes parfois importants. Les conditions matérielles sont bonnes et une équipe de soutien psychosocial intervient auprès des résidentes, selon des modalités proches de l'expérience de Kuje.

Les autorités du Borno mettent cependant un terme au projet fin 2018, contre l'avis de Fatima Akilu. Les arrivées massives de personnes sortant des zones Boko Haram et la misère qui prévaut dans les camps qui accueillent les victimes de Boko Haram rendent injustifiables la concentration de moyens sur un petit groupe de femmes liées au mouvement. Les autorités du Borno réorientent leurs ressources pour créer un dispositif de transit pour traiter – très légèrement – des milliers de femmes qui, pour une raison ou une autre, sortent des zones tenues par les djihadistes. Face à la foule des sortantes, impossible d'évaluer ou de traiter leur « radicalité » éventuelle. Dans les immenses camps de déplacés établis autour de Maiduguri, les nouvelles arrivantes retrouvent les résidentes de la *Safe House* ainsi que les premières vagues de déplacés, ceux qui ont fui Boko Haram entre 2013 et 2015 et n'ont guère d'affection pour les personnes liées au mouvement. Une partie au moins des femmes de la *Safe House* ont rejoint leur famille du côté de Boko Haram après la fermeture du lieu.

¹⁶ Amnesty International, « Nigeria. Stars on their Shoulders. Blood on their Hands. War Crimes Committed by the Nigerian Military », 3 juin 2015.

¹⁷ Hilary Matfess, *Women and the War on Boko Haram. Wives, Weapons, Witnesses*, Londres, Zed Books, 2017.

La mise en place d'*Operation Safe Corridor* (2016)

Jusqu'en 2016, la déradicalisation – qui existe déjà depuis plusieurs années – n'a abouti qu'à des expériences limitées. La création d'*Operation Safe Corridor* (OSC), un nouveau dispositif contrôlé par l'armée nigériane, change cependant la donne. OSC illustre bien une pratique courante en matière de politiques publiques : la réarticulation de « solutions » existantes à des « problèmes » nouveaux, mises en œuvre par des alliances entre des acteurs institutionnels divers ayant repéré des « opportunités »¹⁸.

La mise en place d'OSC, autour du chef d'état-major général, le général Gabriel Olonisakin, renvoie à une série de problèmes différents. Le premier d'entre eux n'est pas nouveau : malgré la contre-offensive de 2015, le conflit dure et les militaires sont à la peine. L'idée d'encourager les défections gagne en force. L'élection à la présidence de la fédération nigériane de Muhammadu Buhari, homme du nord et ancien militaire, renforce encore cette tendance, tout comme la désignation à la tête de l'ONSA de Babagana Monguno, un ancien haut responsable militaire originaire du Borno. Mais d'autres problèmes surgissent ou s'aggravent, qui contribuent à faire de la « déradicalisation » une piste plausible.

D'abord, si les autorités ont vite cherché à négocier avec les djihadistes et ont réfléchi aux formes que pourrait prendre leur réintégration, le sujet est sensible. Impossible, en effet, d'amnistier Boko Haram : les violences perpétrées par les djihadistes ont été trop spectaculaires et ont eu trop d'échos. Selon les données de l'*Armed Conflict Location & Event Data Project* (ACLED), très probablement sous-estimées, le conflit aurait fait plus de 40 000 morts depuis 2009. La violence de Boko Haram est perçue comme singulière, extrême, exigeant un traitement autre qu'un accord de paix et une amnistie. Le sujet est d'autant plus sensible sous la présidence de Muhammadu Buhari, un musulman nordiste accusé par une frange extrémiste de la classe politique et de la presse sudiste et chrétienne de favoriser les musulmans, voire d'encourager les djihadistes ou de songer à un génocide des chrétiens.

Autre problème, et sans doute le plus important de tous, celui du grand nombre d'hommes qui, avec la contre-offensive de 2015, se rendent aux militaires ou sont capturés. Si l'armée décide rapidement de libérer les femmes, elle emprisonne les adolescents et les hommes adultes, du moins ceux qui ne sont pas exécutés sur-le-champ. Cette masse vient s'ajouter aux détenus qui peuplent déjà les prisons militaires, et notamment la principale d'entre elles, située dans la caserne de Giwa Barracks, à Maiduguri. Ces prisons rassemble

¹⁸ Michael D. Cohen, James G. March et Johan P. Olsen, « A Garbage Can Model of Organizational Choice », *Administrative Science Quarterly*, 17 (1), 1972, p. 1-25.

donc une foule variée : civils arrêtés pour simple homonymie, victimes de rafles opérées à Maiduguri ou bien dénoncées par des voisins malveillants, paysans restés vivre sous le contrôle des djihadistes sans les rejoindre puis ramassés par l'armée, déserteurs ayant fait le choix de quitter Boko Haram pour des raisons variées, militants arrêtés... Certains sont détenus depuis plusieurs années, en l'absence de procédures judiciaires et avec un suivi administratif minimal, donc sans perspectives de jugement et de sortie. Entre 2009 et 2018, plus de 20 000 personnes auraient été arrêtées au Nigeria pour suspicion de liens avec Boko Haram¹⁹. La surpopulation est extrême, des centaines de détenus s'entassant parfois dans une même salle, contraints de dormir assis. Les détenus sont victimes d'abus de la part des militaires et de l'élite de prisonniers choisis à qui ils délèguent la gestion des salles de détention. Avec la chaleur, la déshydratation, les maladies, la sous-alimentation, la mortalité atteint des niveaux spectaculaires à Giwa Barracks. Malgré les dénégations de l'armée nigériane, cette situation, relayée par Amnesty International, a des conséquences²⁰ : certains partenaires internationaux majeurs, et notamment les États-Unis, craignent de s'associer de trop près à la répression et limitent leur assistance militaire au Nigeria – Washington a ainsi bloqué une vente très attendue d'hélicoptères en 2014.

Un acteur influent est au cœur de tous ces problèmes : l'armée. Là où le NPS n'avait qu'un petit contingent de détenus à traiter, l'armée contrôle des milliers des prisonniers, ainsi que la chaîne qui les « produit », depuis les postes avancés jusqu'à Giwa Barracks. De nombreux militaires sont sceptiques envers les approches *soft*, mais certains hauts responsables en perçoivent de plus en plus l'utilité.

La solution que représente la déradicalisation existe, elle a déjà été testée à Kuje, à la *Safe House* et dans le projet de *National Security Corridor*. L'expérience est acquise, des experts et des techniciens ont été formés, notamment au sein du NPS. Cette solution permet certains dans l'armée nigériane de toucher ce que Bayart appellerait des profits d'extraversion en apportant la légitimité et la modernité d'un discours technique global alors en pleine expansion. Par ailleurs, comme l'a montré l'expérience de Kuje, des soutiens techniques et financiers internationaux sont disponibles : les partenaires internationaux, s'ils craignent de s'associer à la répression, sont prêts à aider les institutions nigérianes à se réformer. La déradicalisation permet donc à certains acteurs civils et militaires d'accroître leurs compétences et de se forger une carrière – ou du moins de l'espérer.

¹⁹ Pérouse de Montclos, p. 863.

²⁰ Amnesty International, « Nigeria : “If You See It, You Will Cry”. Life and Death in Giwa Barracks », 11 mai 2016.

Officiellement, sans doute pour la rendre plus acceptable par l'opinion, OSC cible une population précise : des défecteurs (et non des gens qui ont été arrêtés) considérés comme *low level and low risk* (de rang inférieur et de risque faible). Sur ressources propres, un projet pilote est mis en place en 2016, qui concerne seulement six défecteurs. En 2017, deux groupes plus importants sont admis (95 puis 159 personnes) ; un autre encore en 2019 (606 personnes)²¹. Au total, plus de 1 400 personnes seraient déjà sorties d'OSC²². Plusieurs petits groupes, des *special batches*, se sont agrégés au programme. D'abord, quelques détenus de Giwa Barracks ont été délocalisés dans une autre base militaire, à Kainji, pour que leur cas soit examiné par une autorité judiciaire spéciale. Faute de pièces dans le dossier, les magistrats ont souvent prononcé des non-lieux, tout en exigeant que les détenus suivent un programme de réintégration. En l'absence d'autres structures, c'est à OSC qu'ils ont été envoyés. Ensuite, le service de renseignement nigérian, le *State Security Service*, a mis en place un programme dit *Sulhu* (en hausa, « la conciliation ») : au terme d'accords, certains chefs djihadistes de second rang font défection, souvent en compagnie de quelques combattants, en échange d'une réintégration²³. Aucun chemin identifié n'existait réellement pour ces défecteurs : ils ont donc été envoyés eux aussi à OSC. Certains d'entre eux n'ont guère apprécié, considérant que ce n'était pas l'accord passé avec les autorités et qu'il s'agissait d'une forme de détention, mais ils ont dû se soumettre. Ce bricolage étant une entorse au principe *low level and low risk* fixé par OSC, cette partie de l'activité est restée discrète.

Pour intégrer le programme, les participants, identifiés par le renseignement militaire, doivent donner leur accord écrit. Compte tenu des conditions de détention à Giwa Barracks et de la prolongation potentiellement indéfinie de cette captivité, aucun refus n'a été constaté, pas même de la part des civils innocents ni des sortants du programme *Sulhu*, résignés à leur sort. La dénomination des participants à OSC reste floue pendant un certain temps : puisqu'il ne saurait s'agir de *detainees* ou d'*inmates* (détenus), ils sont désignés comme des *clients*. Ces *clients* n'en sont pas moins placés sous la garde de l'armée, dans un camp situé à Mallam Sidi, dans l'État de Gombe, un État voisin du Borno, et sont interdits de sortie. Le programme est inspiré de l'expérience de Kuje, probablement transmise par le NPS et l'ONSA : le curriculum, qui dure officiellement 24 semaines, comprend là aussi un suivi psychosocial, des cours d'alphabétisation et d'éducation civique, du sport, des formations professionnelles et

²¹ Entretien téléphonique, expert international impliqué dans OSC, 6 décembre 2020.

²² Communication électronique, expert nigérian impliqué dans OSC, 17 mars 2022.

²³ Pour l'une des rares mentions de ce programme, voir Obi Anyadike, « Nigeria's Secret Programme to Lure Top Boko Haram Defectors », *The New Humanitarian*, 19 août 2021.

des conférences avec des religieux chrétiens et musulmans. Le programme se termine par un passage devant un panel quasi-judiciaire (*quasi-judicial panel*) présidé par un magistrat, qui donne un cadre quasi juridique à ce qui correspond à une remise en liberté. Devant ce panel, les *clients* doivent admettre leur implication et prêter allégeance au Nigeria. Ils reçoivent des certificats attestant leur passage à OSC, ainsi qu'une carte d'identité, point essentiel dans une société où ce document, difficile d'accès, facilite les relations avec les forces de sécurité. Les *clients* deviennent ainsi des *graduates*, des « diplômés ». L'armée utilise ses ressources humaines mais fait aussi appel au personnel d'autres organismes publics. La déradicalisation est placée sous la responsabilité du NPS, devenu entretemps le *Nigerian Correctional Service* (NCoS), qui envoie à Mallam Sidi une partie du personnel formé dans le programme de Kuje.

Comme souvent dans les actions de « développement », l'effort des autorités nigérianes a d'abord porté sur les infrastructures physiques, dans le camp de Mallam Sidi. Le volet « réintégration » a été développé ensuite, de façon improvisée, après l'échec de certains des premiers retours. Les autorités du Borno, État dont sont originaires la quasi-totalité des *clients* d'OSC, se sont trouvées en première ligne. Sans cacher leur mécontentement, elles ont mis en place à Maiduguri un centre de transit pour recevoir les *graduates* le temps de leur trouver un point de chute. Plusieurs partenaires internationaux dont l'UE, les États-Unis et la Grande-Bretagne s'impliquent alors, notamment en finançant des interventions de l'Organisation internationale des migrations (OIM), en appui au programme OSC. L'OIM, qui a acquis une expérience en matière de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) durant les années 1990, est entrée dans le nouvel espace d'intervention créé par la guerre globale contre la terreur pendant les années 2000. Si l'OIM parle de « réhabilitation » et de « désassociation » plutôt que de « déradicalisation », il s'agit bien de traiter ce que le langage onusien désigne comme les *violent extremist organisations*²⁴. L'OIM, qui intervient déjà dans le Borno, où elle assiste les centaines de milliers de civils déplacés (un de ses mandats historiques), est bien placée pour servir de maître d'œuvre. Elle s'occupe notamment de la réintégration, soutenant le centre de transit qui accueille les *graduates* à leur sortie de Mallam Sidi, facilitant la mise en contact des *clients* avec leurs familles, sensibilisant les responsables communautaires et accompagnant les *graduates* dans ce que le jargon du développement appelle des « activités génératrices de revenu ».

Dernier aspect du programme, et autre différence essentielle avec Kuje, puisqu'il s'agit d'encourager les défections, un effort est porté sur la communication : des programmes radios

²⁴ Voir OIM, « New Contexts of Ongoing Conflict and Violent Extremism : Disengagement, Disassociation, Reintegration and Reconciliation », 7 septembre 2021.

sont diffusés et des tracts sont largués sur les zones contrôlées par les djihadistes pour les informer de la possibilité d'une sortie et d'une réhabilitation.

Au bout de *Safe Corridor*

Après avoir éclairé l'émergence d'OSC et son contenu, examinons son fonctionnement et ses effets. OSC a connu une longue série de problèmes. Malgré des améliorations, le chemin vers Mallam Sidi à travers les prisons militaires est resté difficile. Dans les premiers temps, OSC était un corridor avec une entrée, mais sans sortie, sans mécanisme de réintégration. De ce fait, le séjour à Mallam Sidi a été prolongé pour les premières promotions. Mais cette prolongation doit aussi à la méfiance que suscite le programme dans l'opinion nigériane, méfiance que les autorités ont tardé à traiter. Ainsi, en l'absence de travail préparatoire, quand les premiers *graduates* sont sortis, ils se sont parfois heurtés à l'hostilité des communautés. Le cas le plus célèbre est celui d'un groupe d'une cinquantaine de *graduates* comprenant plusieurs djihadistes connus, ramenés sans préparation en 2018 dans la ville de Gwoza, une communauté très marquée par le conflit. Face à l'hostilité de la population, les *graduates* ont dû être ramenés en urgence dans le centre de transit de Maiduguri.

En entretien, les anciens *clients* de *Safe Corridor*, aussi bien les djihadistes assumés que les civils non affiliés, indiquent presque tous qu'ils ont apprécié le soutien psychosocial reçu à Mallam Sidi, le fait d'être entendus et traités de manière humaine, après leur expérience auprès de Boko Haram et dans les prisons nigérianes. En ce qui concerne les échanges sur les questions religieuses – le volet idéologique, donc central, de la « déradicalisation » –, les avis sont partagés parmi les djihadistes convaincus. Certains ont tiré profit des discussions, admettant que « beaucoup, en brousse, ne connaissent pas bien la religion²⁵ ». D'autres mettent notamment en cause les compétences ou la sincérité des experts religieux qu'ils ont rencontrés, à l'origine surtout des imams agents de l'État nigérian, ne parlant pas toujours leurs langues ou étant parfois très agressifs. Depuis, OSC a de plus en plus fait appel à des religieux civils du Borno, appartenant souvent à la galaxie salafiste nigériane dont est issu Boko Haram. Cette adaptation semble améliorer les échanges car, si les *graduates* sont revenus de l'idée de la lutte armée, beaucoup n'ont pas abandonné la recherche salafiste d'un islam qu'ils conçoivent comme exigeant et authentique.

Sur l'ensemble des *graduates*, et notamment parmi les anciens militants, beaucoup disent vouloir poursuivre leur scolarisation, ce qui est significatif compte tenu de l'hostilité de Boko

²⁵ Entretien avec un *graduate* de *Safe Corridor*, Maiduguri, 29 février 2020.

Haram à l'égard de l'école de type occidental. Pour les militants qui ont fait défection, la « déradicalisation » ne semble pas être le vrai problème – en décidant de faire défection, ils ont fait eux-mêmes, pour des raisons variées et selon des modalités différentes, un retour critique sur leur décision d'engagement, sur l'expérience djihadiste. Ce qui compte, c'est que l'État semble prendre l'engagement, au travers d'OSC, de s'occuper d'eux, de les protéger, de les former, de les établir. Nombre d'entre eux sont fiers des documents obtenus à la sortie d'OSC, soigneusement conservés et fièrement exhibés. Combinant leur fierté de combattants et l'espèce d'onction reçue de l'État, certains anciens djihadistes manifestent même une forme de supériorité face aux civils et disent ne pas hésiter à solliciter les forces de sécurité s'ils ont des problèmes dans la communauté. Ils semblent vivre leur passage par OSC comme la formation d'un lien particulier avec l'État, qui leur octroie un petit avantage, un petit droit supplémentaire, dans une situation où la plupart des gens disposent de très peu de pouvoir, de recours et de garanties. Symbole de cette bascule vers le patronage de l'État, quelques *graduates* ont rejoint les *Civilian Joint Task Force (CJTF)*, des milices pro-gouvernementales.

Sans doute l'État a-t-il déçu bien des *graduates* dans la mise en œuvre de ses engagements. Le petit capital offert par le programme pour aider leur réinsertion économique est souvent venu tard, a été parfois moins important qu'imaginé et a souvent été vite dispersé. Redémarrer une vie après des années de guérilla n'est pas facile, encore moins dans les camps de déplacés où la plupart des *graduates* aboutissent. Certains ont d'ailleurs fini par utiliser des connexions qui ont perduré avec des djihadistes – souvent leur seul avantage comparatif – pour faire un peu de commerce. Plusieurs auraient déjà été arrêtés. Ceci indique sans doute une réaction opportuniste aux difficultés de survie dans les camps plutôt qu'une affiliation idéologique persistante. À ma connaissance, pour le moment, un seul *graduate* a rejoint les djihadistes – il s'agit d'un cas singulier, un très jeune combattant ayant grandi dans la guérilla, dont la famille proche est encore dans le mouvement, et qui n'a pas trouvé sa place en sortant d'OSC.

OSC a effectivement permis de faire sortir, avec un blanc-seing étatique et avec la promesse d'une réduction de la dangerosité par la « déradicalisation », des individus qui encombraient la machine militaro-sécuritaire. Aux populations prévues officiellement (les défecteurs de rang et de risque faible) et informellement (des détenus sans affiliation connue aux mouvements djihadistes) se sont discrètement agrégés les défecteurs du programme *Sulhu*. OSC a acquis une vraie notoriété au sein de Boko Haram – plusieurs *graduates* interrogés confirment avoir eu accès aux tracts largués par avion ou avoir entendu les émissions radio expliquant le programme ; d'autres disent avoir, depuis leur sortie, passé le

message à des amis, les engageant à en sortir. À une reprise au moins, en 2021, lors d'un prêche organisé dans la petite ville de Kukawa, l'une des factions de Boko Haram aurait appelé les défecteurs à revenir, leur assurant l'immunité – ce prêche témoigne du fait qu'OSC a un impact réel qui mérite que les djihadistes en parlent, mais aussi qu'ils estiment que cet impact peut être contré.

Dans le nord-est du Nigeria du moins, OSC a aussi permis d'ouvrir un débat longtemps impossible sur la réintégration d'individus associés au djihad. La controverse sur le sujet est loin d'être terminée. Le débat national et les débats au sein des communautés qui accueillent les *graduates* sont de plus en plus disjoints. La presse et les réseaux sociaux nigériens se font l'écho de critiques vives – et parfois d'appels au meurtre – envers les anciens djihadistes. Dans le nord comme dans le sud du pays, des acteurs politiques de premier plan dénoncent régulièrement OSC. Ils critiquent les bonnes conditions supposément faites à ses *clients* et à ses *graduates*, alors même que leurs victimes supposées languissent dans des conditions terribles dans les camps de déplacés. Les *fake news* abondent à ce propos, évoquant des retours massifs de *graduates* vers le djihad ou leurs conditions d'accueil privilégiées, bourses pour des études à l'étranger, ou salaire mensuel de 20 000 nairas (42 euros au cours de janvier 2022) – en réalité, les *graduates* n'ont reçu qu'une seule fois cette somme, à leur sortie de Mallam Sidi.

La situation est différente sur les scènes locales. Les communautés qui accueillent les *graduates* nuancent leurs responsabilités et à leur dangerosité. De nombreux habitants du nord-est du Nigeria sont tellement épuisés par le conflit qu'ils semblent prêts au compromis, en tout cas avec les *graduates* les moins inquiétants. Ainsi, les civils détenus abusivement que j'ai interviewés ne signalent pas de discriminations à leur sortie d'OSC. La plupart des anciens membres de Boko Haram, souvent de rang faible et parfois recrutés de force, disent aussi avoir été réintégrés assez facilement dans leur communauté d'origine, parfois après une période d'observation. Trois d'entre eux sont même parvenus à se marier depuis leur sortie. En revanche, quelques défecteurs, souvent des militants anciens, connus et de rang plus élevé, savaient parfaitement que leur « réintégration » dans leur communauté d'origine serait difficile. Ils ont préféré rester à distance, s'installant à Maiduguri ou dans d'autres régions du Nigeria.

Conclusion

Face à Boko Haram, si certains acteurs comme le sultan de Sokoto ont tenté un temps de soutenir que la violence djihadiste pouvait être traitée comme les autres formes de violence armée qu'a connues le pays (DDR, accord de paix, amnistie), ils ont échoué. On observe cependant au Nigeria des tentatives de déploiement d'un discours spécifique pour traiter cette violence djihadiste, la « déradicalisation ». Ces tentatives ont été portées par certains acteurs globalisés comme l'OIM. Ils ont trouvé des alliés au Nigeria, qui se sont engagés dans des stratégies d'extraversion et tentent de construire avec ces discours des carrières institutionnelles et individuelles.

Mais le discours et les pratiques internationalisés de la « déradicalisation » ont le dos large – les acteurs locaux leur font faire beaucoup de choses, au gré des exigences du moment et des rapports de force. C'est d'ailleurs parce que des acteurs locaux puissants – les militaires – s'en saisissent enfin que la « déradicalisation » quitte le domaine de l'expérimentation discrète pour être mise au service de la gestion de la surpopulation meurtrière des prisons militaires. Les militaires pressés de traiter un « stock » de détenus encombrants et indémêlables ; les partenaires internationaux désireux de reprendre leur coopération avec un État nigérian allégué d'une partie de son passif en matière de violation des droits de l'homme ; des détenus impatients de sortir de Giwa Barracks et qui parfois espèrent que l'État accepte (enfin) d'être un patron responsable dans une relation de protection : tous se prêtent ensemble au rituel de la « déradicalisation », un acte réglé, formel, conventionnalisé, qui permet, ou entend permettre, de refaire société. Ce rituel s'avère aussi un bon outil pour procéder à ce qui correspond à une amnistie *de facto*, qui rassure ceux qui commencent à douter du djihad ou qui l'ont rejoint sous la contrainte : ils peuvent sortir sans risquer un enfermement sans fin, ou pire.

Le rituel suscite certes des réserves et du scepticisme, y compris chez ses principaux acteurs, qui ne sont généralement pas dupes des problèmes posés – les abus, les erreurs, les faiblesses, les risques –, mais s'engagent faute de mieux. Les critiques persistent, plus vives peut-être à mesure que l'on s'éloigne de la zone la plus affectée par le conflit. Au fond, peu de personnes, sauf peut-être quelques-uns de ses « prêtres » les plus exaltés, croient sans réserve au rituel de la déradicalisation. Beaucoup s'efforcent de faire « comme si », et c'est par ce biais que le rituel possède une certaine efficacité.

Celle-ci a pu se vérifier encore récemment. Boko Haram est traversé de luttes internes et quand, en mai 2021, Abubakar Shekau, le chef historique de Boko Haram, s'est donné la mort pour échapper à ses rivaux de la *Islamic State West Africa Province* (ISWAP), faction affiliée à l'État islamique, beaucoup de ses combattants, inquiets de passer sous le contrôle de

ISWAP, ont choisi de se rendre aux autorités. Selon un expert impliqué dans le programme d'urgence mis en place par l'État du Borno pour les accueillir, ce programme accueillerait actuellement au moins 2 000 combattants – quelques centaines d'autres affiliés de Shekau auraient déjà été libérées, parce que mineurs ou jugés peu importants²⁶. Il est évident que l'existence d'OSC et le rituel de déradicalisation qui est en son centre ont contribué à faire de la reddition une solution plausible, là où, en 2014 ou en 2015, rien de tel n'était envisageable. Si *Safe Corridor* n'a pas forcément « déradicalisé » grand-chose sur le plan idéologique, il aura du moins constitué une passerelle pour un ensemble d'acteurs.

Pour aller plus loin

BARKINDO Atta et BRYANS Shane, « De-Radicalising Prisoners in Nigeria : Developing a Basic Prison Based De-Radicalisation Programme », *Journal for Deradicalization*, 7, 2016, p. 1-25.

BRECHENMACHER Saskia, « Achieving Peace in Northeast Nigeria : The Reintegration Challenge », Carnegie Endowment for International Peace, 5 septembre 2018.

BUKARTI Audu Bulama et BRYSON Rachel, « Dealing with Boko Haram Defectors in the Lake Chad Basin : Lessons from Nigeria », Tony Blair Institute for Global Change, 30 avril 2019.

FELBAB-BROWN Vanda, « “In Nigeria, We Don't Want Them Back”. Amnesty, Defectors' Programs, Leniency Measures, Informal Reconciliation, and Punitive Responses to Boko Haram », Brookings Institute, 2018.

FOUCHER Vincent, « The Islamic State Franchises in Africa : Lessons from Lake Chad », International Crisis Group, 29 octobre 2020.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Returning from the Land of Jihad : The Fate of Women Associated with Boko Haram », *Africa Report*, 275, 21 mai 2019.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « An Exit from Boko Haram ? Assessing Nigeria's Operation Safe Corridor », *Africa Briefing*, 170, 19 mars 2021.

MATFESS Hilary, *Women and the War on Boko Haram. Wives, Weapons, Witnesses*, Londres, Zed Books, 2017.

NWANKPA Michael, « The Politics of Amnesty in Nigeria : A Comparative Analysis of the Boko Haram and Niger Delta Insurgencies », *Journal of Terrorism Research*, 5 (1), 2014, p. 67-77.

²⁶ Entretien, Abuja, 7 février 2022.